

# LE BOURRU,

JOURNAL A L'USAGE DES GENS DE BELLE HUMEUR.

## LA SITUATION.

### II

Nous lisons dans la correspondance parlementaire du *Journal de Québec* du 8 courant :

“ Il y a si peu d'opinion publique en Bas-Canada que je suis convaincu que le gouvernement fera tout ce qu'il voudra, et que l'on voterait même pour la représentation basée sur la population.”

Ces quelques lignes peignent véritablement notre situation ; et cette vérité est reconnue par toute la presse.

La confusion règne partout, dit encore la même correspondance.

Et comment ne règnerait-elle pas ? Les ministériels sont incertains, ceux du district de Québec flottent entre l'idée de sacrifier ou leurs propres intérêts ou les intérêts de notre cité. Ceux du district de Montréal craignent une défaite parce qu'il faudrait subir de nouvelles élections ; ils redoutent la victoire, car ils savent qu'elle leur sera fatale.

Le triomphe comme la défaite du ministère sera fatale au Bas-Canada. Comme nous l'avons déjà dit, les ministres se serviront du nom de la Reine comme d'une tête de Méduse, s'il sont forcés de recourir à de nouvelles élections, et avec ce nom, ils triompheront, et leur victoire sera la perte du siège du gouvernement pour Québec. Il y a longtemps que l'on veut l'anéantissement de nos institutions, et nous avons besoin de courage si l'on veut empêcher nos ennemis de parvenir à leur but.

De quelque côté que l'on se jette, partout dans le Haut-Canada nous rencontrons des ennemis de nos institutions et de notre race. Notre seule planche de salut c'est de nous unir et de fomentier la division parmi nos ennemis.

Mais comment nous unir, comment unir ceux dont les intérêts sont si différents et les croyances si opposées ?

Le ministère vient d'être battu dans le conseil législatif par ses propres partisans. Les ministres ont promis que Québec posséderait encore pour quatre ans le siège du gouvernement ; ils en ont fait une question ministérielle, et dans quelques jours, ils se déclareront impuissants à faire exécuter une mesure à laquelle, il est vrai, ils tiennent peu.

Cette résolution du conseil a mis, dit-on, les ministériels du district de Québec, dans un doute terrible. Ils craignent une dissolution, qu'ils craignent donc plutôt le déshonneur.

Comme nous le disions, ces hommes étaient partis avec de bonnes dispositions, mais les choses changent d'apparence, et au lieu de cette fermeté dont ils se faisaient fort, il ne leur reste qu'une indécision blâmable et d'autant plus blâmable qu'ils connaissent très-bien la volonté de leurs mandataires.

S'ils sont tant soit peu politiques ils s'apercevront que cette résolution du conseil n'est qu'une ruse du ministère pour sauver les apparences et conserver leurs portefeuilles. Ils en seront quittes pour dire aux députés de Québec, nous eussions voulu vous donner le siège du gouvernement pour quatre ans ; mais ..... le conseil législatif ne le veut pas.

Dans de pareilles circonstances nous serions tentés de demander le *rappel de l'union* ; mais nous considérons que nos sacrifices seraient trop grands, et qu'après avoir payé la dette du Haut-Canada il serait bien malheureux pour nous d'en être pour nos frais et notre argent, sans en avoir eu le moindre profit.

Attendons et espérons que tôt ou tard, malgré la mauvaise volonté de nos mandataires, la vérité se fera jour, et que nous aurons justice sans avoir recours ni au gouvernement métropolitain, ni à une confédération que, pour notre part, nous sommes loin de désirer.

## NOUVELLES POLITIQUES.

Le sacrifice est consommé. Québec a été vendu pour un plat de lentilles. Nos lecteurs savent qu'à notre premier numéro nous prédisions ce malheureux résultat ; mais nous ne nous sentons pas la force de nous applaudir d'avoir été si bon prophète. C'est ainsi, par malheur, que tout ce que nous avons de plus précieux comme peuple disparaîtra peu à peu, tant que nous resterons impassibles devant le mal sans vouloir, pour le conjurer, se servir des moyens qui nous sont offerts. Tous les jours, les quelques hommes intègres qui nous restent encore, ne cessent de se lamenter sur l'état actuel des choses et regardent avec terreur l'avenir que nous nous préparons. Tout le monde sait ce que nous ont valu cette apathie qui nous énerve depuis quelques années, et cette absence d'opinion publique qui encourage nos hommes publics sans cœur, à sacrifier nos plus chers intérêts sur l'autel de l'égoïsme. Pour nous, tout petit que nous sommes, nous sentons que si cet état de chose continue, un bon jour nous nous réveillerons au fond de l'abîme. C'est alors que nous sentirons tout le prix de l'union ; plaise au ciel qu'il en soit encore temps ! Unissons-nous-donc, aujourd'hui que l'on peut croire le danger quelque peu éloigné, formons une phalange serrée et nous serons invincibles, et ceux qui nous ont vendus disparaîtront pour faire place à des hommes dévoués. C'est là notre seule planche de salut. Nos lecteurs aimeront sans doute, à connaître les noms des députés qui ont voté pour ou contre l'amendement de M. Sicotte. Un simple coup-d'œil suffira pour faire voir que ce sont nos députés du district de Québec qui ont fait triompher Outaouais. Puisse le peuple en faire bientôt justice !

Pour l'amendement :—M M. Aikins.